

**Convention collective**

**IDCC : 9081. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(Ardennes)**

(Etendue par arrêté du 29 juillet 1981,  
*Journal officiel* du 5 septembre 1981)

**AVENANT N° 87 DU 24 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397104M  
IDCC : 9081

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat régional des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de Champagne-Ardenne ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

D'une part, et

L'UD CGT-FO ;

L'UD CFTC ;

L'UD CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans toutes les dispositions de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres », la mention « Camarca Prévoyance » est remplacée par la mention « Agri-Prévoyance ».

**Article 2**

Les dispositions du 1 « Cotisations » du paragraphe V « Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 1. Cotisations

1.1. Assiette

Les cotisations finançant les garanties sont appelées dès l'entrée du salarié dans une entreprise relevant du champ d'application de la présente convention collective, sur la base des rémunérations brutes, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

## 1.2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global de cotisations, destiné au financement des prestations, est de 1,42 %, ainsi réparti :

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail sont financées par une cotisation de 0,20 % à la charge exclusive de l'employeur.

Au-delà, les garanties décès, incapacité-invalidité sont financées à hauteur de 70 % à la charge des employeurs, soit 0,85 %, et 30 % à la charge des salariés, soit 0,37 %.

### Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIES	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,40	0,40	–
Incapacité temporaire de travail			
– mensualisation	0,20	0,20	–
– relais mensualisation	0,46	0,11	0,35
Invalidité	0,36	0,34	0,02
Total	1,42	1,05	0,37

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,14 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales. »

## Article 3

La loi n° 10-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est ajouté à l'article 2 du présent avenant le paragraphe suivant :

### « 1.3. Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi n° 10-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou invalidité, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,20 % des rémunérations brutes telle que définie au paragraphe "V. Dispositions communes", "1. Cotisations", "1.1. Assiette", qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,20 % sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe "V. Dispositions communes", "1. Cotisations", "1.2. Taux de cotisations et répartition", soit 0,14 % à la charge de l'employeur et 0,06 % à la charge du salarié.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 24 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera de plein droit d'être appelée. »

## Article 4

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 mars 2013.

A défaut d'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2013, l'avenant sera applicable le premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 5**

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE de Champagne-Ardenne, unité territoriale des Ardennes, service de l'inspection du travail agricole, à Charleville-Mézières.

Fait à Charleville-Mézières, le 24 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)